

Noisy-le-Sec, le 1^{er} décembre 2015

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Tel : 01 49 42 64 13
conseil.municipal@noisysesec.fr

Compte rendu

conseil municipal

jeudi 19 novembre 2015

A 19 h 30

Salle des Mariages à l'Hôtel de Ville

L'an deux mille quinze le jeudi 19 novembre à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 13 novembre 2015, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Elisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD (*à partir de 20:30*), Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Sylvain NICOLAS-NELSON, Saïd YAHIA-CHERIF, Maryvonne MOYA, Olivier DELEU, Dulcinée AVRIL (*absente à partir de 23:00*), Axelle ASIK, Miloud GHERRAS (*absent à partir de 22:30*), Ibrahim DIARRA, Emilie TOPSENT, Julien RAGAZ, Fadhil KORIMBOCUS, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

Absents ayant donné mandat :

Jennifer JOBARD représentée par Alexandre BEN HAIM jusqu'à 20:30
Pierre LERENARD représenté par Nicole RIVOIRE
Karine SUISSA représentée par Olivier DELEU
Patricia BLANCHARD représentée par Karim HAMRANI
Dulcinée AVRIL représentée par Maryvonne MOYA à partir de 23:00
Katia GRAVELOT représentée par Laurent RIVOIRE
Sarra BEN ALI représentée par Souad TERKI
Francis FLOUZAT représenté par Jean-Paul LEFEBVRE
Pascale LABBE représentée par Olivier SARRABEYROUSE jusqu'à 21:50

Absents sans avoir donné mandat :

Miloud Gherras à partir de 22:30.

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

JEUDI 19 NOVEMBRE 2015

A 19 H 30

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

Le maire annonce l'ouverture de la séance à 19:30.

I - DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur le Maire propose la candidature de Monsieur Marcel SOLIGNY.

UNANIMITE

La désignation du secrétaire de séance est approuvée

II - COMMUNICATIONS

Monsieur Jean-Paul Lefebvre pour le groupe « socialiste et citoyen » :

« Vendredi 13 novembre, la barbarie du terrorisme s'est une nouvelle fois abattue sur notre pays. Un groupe terroriste se revendiquant d'un islam radical a frappé Saint-Denis et Paris à plusieurs reprises, au cœur de ce que représente notre Société, des activités de loisirs tant sportives que culturelles ou de fraternelle convivialité.

129 personnes de toutes origines ont été lâchement assassinées, des dizaines d'autres sont gravement blessées. Deux Noiséens comptent parmi les victimes.

L'ensemble de la population est marqué par ces événements, dans son corps comme dans son esprit.

Après la série d'attentats du mois de janvier, nous sommes en guerre contre le terrorisme, la barbarie et le fanatisme religieux.

Ces barbares espèrent détruire notre système démocratique, culturel et social en un mot la République.

Ils n'y parviendront pas et comme à chaque période difficile de l'histoire, le peuple de France, solide et solidaire, se dresse pour terrasser les obscurs criminels responsables de ces odieux attentats. L'unité nationale, dans le dépassement des clivages partisans habituels, sera le ciment de la République.

Dans les pas des maires de France qui ont su faire cohésion républicaine, nous adressons un message d'amitié à Paris et Saint-Denis, assurant ces deux villes si proches et leurs habitants de notre solidarité.

Nous exprimons notre confiance envers les autorités de la République pour maintenir la paix et la sécurité dans notre pays.»

Monsieur Sarrebeyrouse pour le groupe « rouge et verte la gauche ensemble » :

« Monsieur le Maire, Mesdames et messieurs, chers collègues.

Je souhaiterais au nom de mon groupe, exprimer notre sentiment et notre position face aux attentats terroristes du vendredi soir du 13 novembre 2015.

Ce jour-là, des loups sont une nouvelle fois entrés dans Paris. Ils y ont ajouté Saint-Denis, ville de notre département populaire qui a fait de nouveau l'objet d'intervention des services de police, de gendarmerie et de l'armée, hier.

Ils y sont entrés pour semer la mort, l'effroi, la terreur, en frappant la jeunesse, la joie de vivre, le plaisir, le sport, la culture... Ils ont frappé aveuglément sans faire de distinction d'origine ou de religion. Ils ont frappé la République. **Ils ont frappé l'humanité tout entière.**

Nous, élu(e)s du groupe d'opposition « Rouge et Vert la Gauche ensemble » partageons la tristesse, l'émotion de notre peuple face à cette horreur et à cette barbarie. Nous ressentons tous une profonde douleur et une infinie tristesse. Nous nous inclinons devant la mémoire des disparus et nous voulons affirmer notre soutien à toutes celles et tous ceux qui ont vécu cette effroyable nuit, à toutes celles et tous ceux qui ont perdu un proche, un ami, ou qui accompagnent aujourd'hui l'un des leurs dans le combat contre la mort. A ce titre, nous saluons Aca Pavlovic, ancien président de la JSNL, et sa femme qui ont été grièvement blessés et qui sont respectivement hospitalisés au Kremlin Bicêtre et à la Salpêtrière.

Nous saluons l'action exemplaire des personnels des services publics de secours, santé, sécurité civile, police, agents de l'État et des collectivités territoriales.

À Beyrouth la veille, 12 novembre, à Ankara, le 10 octobre dernier, mais aussi à Sousse en mars, tout comme en France, les assassins commandités et commandés par Daesh ont frappé dans des quartiers populaires, très fréquentés. Ce mardi 17 novembre Boko Haram a frappé à Yola (Nigéria) à la sortie d'une mosquée, faisant 32 morts et 80 blessés (personne n'en a parlé et musulmans touchés). A nos yeux, une vie humaine a autant de valeur où que ces faits se produisent dans le monde. Nos pensées vont donc vers tous ces êtres humains et leurs familles.

Après la tuerie de Charlie Hebdo et de l'hyper Casher, nous voici donc à nouveau, pris dans le redoutable tourbillon de la terreur fanatique.

Nous voici à nouveau, face au visage hideux du fascisme religieux.

Nous voici à un nouveau palier qui frappe indistinctement dans nos lieux de vie quotidienne.

Nous voici bien, face à un acte de guerre d'une insondable cruauté au cœur de notre société.

Seulement, un acte de guerre ne doit pas nous faire sombrer dans un état de guerre.

Ils veulent instaurer un climat permanent de terreur, de haine, de division et de violence et, ceux qui adoptent un langage de guerre pour leur répondre les confortent (y compris Dominique de Villepin). C'est peut-être là que l'union nationale trouve sa faille.

En effet, si les clivages politiques disparaissent devant l'abomination terroriste et que nous condamnons d'une voix unanime ces actes barbares, nos divergences peuvent réapparaître dans les réponses politiques à donner et dans les solutions à trouver.

Personne aujourd'hui ne peut prétendre détenir LA vérité et LA solution, mais trouver des remèdes sous l'emprise de la peur, de la haine et de la vengeance ne peut certes pas représenter une réponse adéquate.

L'urgence est que toutes les dispositions soient prises pour assurer dans les semaines qui viennent la sécurité du peuple de France et pour empêcher que de tels actes puissent se reproduire. **Mais là aussi, les mesures prises doivent protéger la population à plus long terme, tout en préservant et protégeant la démocratie et la République.**

La sûreté de toutes et de tous doit être une priorité et doit être assurée, et ce, indissociablement avec la protection des libertés et des droits fondamentaux qui fondent notre République. **Ne nous méprenons pas, pour les dirigeants des mouvements radicaux, les actions terroristes sur notre territoire visent à mettre la société française en contradiction avec ses valeurs démocratiques et à créer au sein de celle-ci une situation de chaos.** L'objectif des actions terroristes de Daesh n'est pas la recherche d'une victoire militaire en France, mais celui de la déstabilisation politique d'une société par la terreur et l'effroi.

C'est toute la population de notre pays qui a été touchée et qui, unie, exprime aujourd'hui son hommage aux victimes. Et c'est toute la population sans aucune discrimination d'origines, de culture, d'appartenance politique, philosophique ou religieuse, qui doit être également protégée et jouir pleinement de la paix civile. **Nous devons nous rassembler et non nous opposer.**

Au niveau national, si la loi d'urgence permet de répondre à certains besoins d'enquêtes, imminents, elle ne saurait s'imposer en règle et en lois durables.

Il ne peut être question de laisser le champ libre à ceux qui pourraient tirer prétexte des événements afin de réduire les libertés et les droits. Les lois liberticides se sont succédées depuis une dizaine d'années et n'ont pas empêché les terroristes de passer à travers les mailles du filet. La réponse est dans les moyens donnés et non dans la limitation des libertés.

Toute forme de stigmatisation ou de suspicion dans notre pays à l'égard des musulmans doit être condamnée avec fermeté et détermination. Toute agression physique ou verbale raciste et xénophobe ne peut être considérée que comme une agression contre tout le peuple français.

Nous n'acceptons pas non plus que l'on fasse des réfugiés en France et en Europe, les boucs émissaires du terrorisme alors qu'ils ont été les premières victimes de l'EI, du régime syrien et de la guerre en général. Cet amalgame odieux, porté par une partie de la droite et l'extrême droite, est non seulement faux, mais dangereux. Le droit d'asile doit être pleinement respecté en France et en Europe.

Les solutions pour la protection de toute la population sur notre sol ne résident pas dans la pause de bracelets électroniques aux quelques 11 500 fichés S ou dans la création des centres d'assignés à résidence, ou dans la déchéance de la nationalité ... mais avant tout des moyens matériels et humains pour l'éducation, la justice, la police, la sécurité civile, la santé, les services de renseignement et une défense opérationnelle du territoire national, la lutte contre les discriminations et la pauvreté. **Toutes choses qui, avec l'ensemble des budgets publics, ont été sacrifiées sur l'autel des politiques d'austérité au profit des marchés financiers.**

Au niveau international, la logique de guerre n'a jamais représenté une solution mais simplement une modification des rapports de force. Depuis une quinzaine d'années les ingérences des coalitions militaires n'ont fait qu'aggraver la situation au Moyen Orient et déstabilisé la région et les amis d'un jour deviennent les ennemis du lendemain.

Que ce soit en Afghanistan, en Irak, en Libye, les interventions armées ont provoqué l'éclatement de ces sociétés et l'opposition des populations entre elles. Cet éclatement est le terreau des mouvements intégristes religieux.

Là aussi, il faut un changement radical des objectifs de notre action internationale en apportant des réponses politiques cohérentes pour assécher les moyens financiers de ces groupes terroristes. Il faut revoir nos relations avec les théocraties pétrolières telles que l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Emirats Arabes Unis... avec lesquelles nous faisons nos petites affaires et qui financent parallèlement l'EI.

La vie humaine a-t-elle plus, ou moins de valeur, que la vente de rafales, les résultats d'un club de foot parisien ou le prix du baril ?

Que faut-il privilégier ? La bourse ou la vie ?

Hier à l'assemblée Nationale, un député a interpellé Emmanuel Valls dans les questions au gouvernement. Il parlait de lever les ambiguïtés avec ces états. Aucune once de réponse n'a été donnée par le premier ministre à cet égard.

Il ne suffit plus aujourd'hui d'éliminer Daesh. Nous avons connu le GIA, Al Quaïda, AQMI, Boko Haram, l'EI...

Avez-vous déjà essayé de couper un arbre prolifique sans vous attaquer aux racines ?

D'autres reviendront ensuite si nous n'avons pas une réponse nationale et internationale cohérente et progressiste visant à permettre à tous les peuples sans exception de s'émanciper sans domination des grandes puissances capitalistes.

Question cruciale et jamais évoquée lors des débats de ces derniers jours.

Quels sont les moyens mondiaux attribués à la solidarité internationale au regard du montant des dépenses militaires relatives aux vaines interventions de ces dernières années ?

Pour conclure, nous pouvons être fiers de la réaction spontanée de nos concitoyens. Ceux qui ont montré leur attachement aux valeurs de notre République, à la solidarité. C'est cette voix que nous devons suivre ensemble et non celle de la suspicion et de rejet de l'Autre.

Que la vie reprenne, que notre envie de vivre soit plus forte que leurs pulsions de mort. Que les mots, liberté, égalité, fraternité reprennent leur place et leur valeur et qu'ils nous guident, ensemble, à Noisy-le-Sec et partout dans le Monde.

Nous espérons que vos actions locales iront dans ce sens et que la réflexion ainsi que l'échanges collectifs seront privilégiés.

Je vous remercie de votre attention. »

Monsieur le maire :

Mesdames et Messieurs les élus, chers collègues
Mesdames et messieurs,

Ce vendredi 13 novembre, des enfants, des femmes, des hommes, ont été fauchés par une barbarie aveugle. Certains ont perdu la vie, d'autres, grièvement blessés ou blessés psychologiquement, en porteront les stigmates pour toujours. Pour eux, avec eux, c'est l'ensemble de la Nation qui se soulève, et qui restera à jamais marquée par ce sinistre 13 novembre 2015.

Ce soir, ici réunis, nous, élus Noiséens, nous associons à la douleur des victimes et de leurs proches. Nous pensons notamment au couple de Noiséens, durement touché par cet attentat. J'ai pu rencontrer Monsieur Pavlovic ces jours-ci à l'hôpital. Même dans la douleur, il se souvient de chaque mot, de chaque instant. Je leur souhaite à tous les deux et de tout cœur, avec vous, la guérison la plus rapide et complète possible.

Aujourd'hui comme demain, et à Noisy-le-Sec comme partout en France, notre devise républicaine, fondement de notre pays, est plus que jamais le ciment de notre unité et de l'avenir de nos enfants, dans la diversité, le respect et la tolérance.

La barbarie, contraire à ces valeurs, voit face à elle les Noiséens faire bloc, comme tous les Français, fiers de leurs valeurs partagées. Et cette unité ne doit pas être celle d'un jour ; elle doit perdurer et animer désormais notre quotidien pour long temps.

Ensemble, avec nos différences, nos générations, nos origines diverses, nos opinions, nos croyances ou non croyances, nous défendons les valeurs de notre République laïque et plus que jamais indivisible.

Nous adressons nos plus vifs remerciements aux forces de l'ordre, et de la sécurité civile qui, une fois encore, ont risqué leur vie pour en sauver beaucoup d'autres. Bientôt, nous aurons bien plus de renseignements sur le parcours des terroristes. Il faut savoir. Et agir sans hésiter.

Mais je voudrais également remercier les soignants, qui eux aussi se sont trouvés face à l'horreur, et par leur dévouement ont évité que le bilan ne soit plus lourd encore. Je salue également les services de sécurité, notamment du stade de France. Je pense aussi au courage des équipes du Bataclan. Ils ont sauvé des centaines et des centaines de vies. En quittant Paris ce soir là, on croisait aussi de nombreux camions de la Croix Rouge, dont les bénévoles se rendaient également immédiatement sur place. Manifestons-leur toute notre gratitude.

Face à cette cruauté aveugle, tous les acteurs, mais aussi de nombreux anonymes, ont affiché toute leur humanité et leur totale solidarité. Et je voudrais souligner auprès de vous leur action, en pensant d'abord aux riverains du Bataclan, qui, en ouvrant leur porte et prodiguant les premiers soins et du réconfort, ont offert un abri sécurisé à ceux qui avaient pu fuir l'enfer.

Ce soir, chers collègues, je voudrais, pour terminer, insister sur le caractère indispensable de notre mobilisation dans le temps, en restant solidaires. Proclamons dès aujourd'hui notre volonté indéfectible d'œuvrer pour une société fraternelle et généreuse dans un monde de paix et d'amitié entre les peuples.

Car, comme le disait Philippe Vigier au congrès de Versailles, qui citait Victor Hugo voilà trois jours : « Paris triomphera à une condition : que vous, moi, nous tous, nous ne soyons qu'une seule âme, un seul soldat pour la défendre, un seul citoyen pour l'aimer ».

Paris est aujourd'hui la capitale d'un monde qui refuse de plier face à un obscurantisme et un fanatisme insoutenables.

A nous d'être toutes et tous ses citoyens, ses soldats unis pour la défendre, pour l'aimer et faire vivre ses valeurs éternelles et d'abord sa devise : Liberté, Égalité, Fraternité.

Ensemble, nous sommes Noisy, nous sommes Saint-Denis, Ensemble, nous sommes la Seine-Saint-Denis, nous sommes l'Île-de-France Ensemble, nous sommes la France. »

A la demande du maire, le conseil municipal respecte une minute de silence pour les victimes du 13 novembre 2015 à Paris et Saint-Denis.

Monsieur le maire informe le conseil municipal avoir pris un arrêté abrogeant la délégation du conseiller municipal Miloud Gherras.

III - APPROBATION DU COMPTE RENDU DU PRECEDENT CONSEIL MUNICIPAL

La mise en délibéré de l'approbation du compte-rendu du 24 septembre 2015 est reportée.

Le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 5 octobre 2015 est soumis à l'approbation du conseil municipal :

ABSTENTION :	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »
POUR :	33	MAJORITE MUNICIPALE, Miloud Gherras
CONTRE :	4	GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »

IV – DÉCISIONS DU MAIRE

Les décisions présentées au cours de séance sont annexées au présent compte-rendu.

V – NOTICE – PROJETS DE DELIBERATIONS

1 - DIRECTION DES FINANCES

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE (DOB) POUR L'EXERCICE 2016 - VILLE DE NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

La tenue du Débat d'orientation budgétaire (DOB) prévu par l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales constitue la première étape du processus budgétaire. Ce débat doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif. Ce débat est destiné à éclairer les choix budgétaires qui seront traduits dans le budget primitif et les éventuelles décisions modificatives. Celui-ci ne fait pas l'objet d'un vote ; néanmoins sa tenue doit faire l'objet d'une délibération, afin que le représentant de l'État puisse s'assurer du respect de la loi.

Ses objectifs sont :

d'informer le Conseil Municipal sur l'évolution de la situation financière de la collectivité,
d'apprécier l'environnement socio-économique de la collectivité,
de discuter les orientations budgétaires préfigurant les priorités qui seront intégrées dans le budget (stratégie financière, politique fiscale, maîtrise du fonctionnement).

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu la Loi d'Orientation n°92-125 en date du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République,

Vu l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales instituant la tenue, dans les communes de 3 500 habitants et plus, d'un débat au conseil municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8,

Considérant l'exposé du Maire Adjoint chargé des finances,

Considérant les débats qui ont eu lieu en séance,

La commission des finances consultée,

PREND ACTE

De la tenue du débat d'orientation budgétaire relatif au budget principal ville conformément aux dispositions de l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales et des orientations qui se sont dégagées pour l'exercice 2016.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

2 - DIRECTION DES FINANCES

AFFECTATION DU RÉSULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF - BUDGET PRINCIPAL VILLE - EXERCICE 2014

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Le résultat net de clôture après report du Compte Administratif 2014 est égal à 2 646 188,63 euro. Il convient cependant d'affecter les résultats intermédiaires conformément à la législation.

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2014 présente un excédent de 4 065 073,53 euros.

Le résultat d'investissement hors reports s'élève à 2 266 305,73 euros.

Le solde net ressort ainsi à 6 331 379,26 euros.

Les reports quant à eux font apparaître 4 024 681,37 euros en dépenses et 339 490,74 euros en recettes soit un solde de - 3 685 190,63 euros.

Le besoin de couverture de la section d'investissement avec prise en compte des reports s'élève à - 1 418 884,90 euros.

Conformément à la réglementation en vigueur ce déficit constaté doit être couvert par un prélèvement opéré sur le résultat de fonctionnement.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'affecter le résultat de 4 065 073,53 euros de la façon suivante :

- 1 418 884,90 euros au 1068 « *Excédents de fonctionnement capitalisés* », en recettes d'investissement.
- Le solde de 2 646 188,63 euros au 002 « *Résultat de fonctionnement reporté* », en recettes de fonctionnement.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14, qui prévoit l'affectation du résultat de fonctionnement au vu du compte administratif,

Vu la délibération du 25 juin 2015 arrêtant le compte administratif 2014,

Considérant le résultat net de clôture après report du Compte Administratif 2014 de 2 646 188,63 euros,

Considérant le résultat de fonctionnement de 4 065 073,53 euros et le solde d'exécution d'investissement cumulé de 2 266 305,73 euros,

Considérant l'état des restes à réaliser d'investissement arrêté par Monsieur le Maire au 31 décembre 2014 et visé par le Trésorier Municipal, qui présente un solde de - 3 685 190,63 euros,

Considérant que le compte administratif 2014 dégage en conséquence un déficit de financement en section d'investissement de - 1 418 884,90 euros,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

La Commission des Finances – Développement économique consultée,

DELIBERE

Article 1 :

D'affecter le résultat d'exploitation de 4 065 073,53 euros comme suit :

- 1068 « *Excédents de fonctionnement capitalisés* » pour 1 418 884,90 euros,
- 002 « *résultat de fonctionnement reporté* » pour 2 646 188,63 euros.

Article 2 :

Pour information, le montant repris en recettes d'investissement 001 « *solde d'exécution positif reporté* » s'élève à 2 266 305,73 euros.

Article 3 :

Ces affectations de résultats de l'exercice 2014 seront inscrites dans la décision modificative n°1 du budget principal 2015.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

ABSTENTION :	10	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »
POUR :	33	MAJORITE MUNICIPALE, Miloud Gherras

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

3 - DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°1 RELATIVE AU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE - EXERCICE 2015.

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Le Budget Primitif 2015 de la ville a été adopté lors du conseil municipal du 8 avril 2015.

Le Compte Administratif a été adopté lors du conseil municipal du 25 juin 2015.

L'affectation du résultat est présentée au conseil municipal du 19 novembre 2015.

Au vu de ces éléments et des informations complémentaires recensés aujourd'hui, soucieuse et fortement impliquée dans la gestion active de la dette de la ville, la municipalité a souhaité adosser des crédits budgétaires sur, d'une part, le désendettement par un remboursement par anticipation partiel d'une partie de son encours et ce, à hauteur de six cents quatre vingt huit mille euros (688 K€) et, d'autre part, provisionner la somme de cinq cent mille euros (500 K€) afin de pallier les risques encourus sur la dette structurée.

Il est à préciser qu'à ce jour, les services préfectoraux n'ont pas transmis à la ville de notification relative à l'instruction de notre dossier déposé au titre du dispositif du fonds de soutien.

La Décision Modificative n°1 (DM 1) proposée s'équilibre au total à hauteur de 9 459 724,63 euros, en Recettes comme en Dépenses, dont 5 988 056,00 euros en Investissement et 3 471 668,63 euros en Fonctionnement.

Outre la particularité d'inscrire les résultats du Compte Administratif 2014, les Reports 2014 et l'affectation du résultat, la DM n°1 comprend des ajustements adossés aux dotations. En effet, lors du vote du budget primitif 2015, la ville de Noisy-le-Sec n'avait pas encore été destinataire des notifications officielles.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver cette DM n°1.

Le détail de chaque section peut se résumer dans le tableau présenté ci-après :

Chapitre / Article	Section d'investissement	Dépenses	Recettes
solde	Reports 2014	4 024 681,37	339 490,74
001	Excédent d'investissement 2014 (hors reports)		2 266 305,73
1068	Affectation du résultat en réserves		1 418 884,90
13-1345	Participation pour non réalisation d'aires de stationnement	17 237,00	
16-1641	Emprunts en euros	688 000,00	
16-16818	Autres prêteurs	25 650,00	
204-20422	Bâtiments et installations	120 000,00	
20-2051	Concessions, droits similaires	- 11 675,00	
21-21318	Autres bâtiments publics	200 000,00	
21-2152	Installations de voirie	45 000,00	
21-2158	Autres installations matériel outillage technique	118 250,00	
21-2183	Matériel de bureau et matériel informatique	3 875,00	
23-2315	Installations matériel et outillage technique	7 800,00	
23-2318	Autres immobilisations corporelles en cours	425 763,63	
040-192	Plus ou moins values sur cessions	323 474,00	
040-28158	Autres installations matériel outil technique		31 000,00
021-01	Virement de la section de fonctionnement		1 932 374,63
	Total de la section d'investissement	5 988 056,00	5 988 056,00

Chapitre / Arcile	Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes
002	Affectation du résultat – excédent reporté		2 646 188,63
73-7324	FSRIF (fonds de solidarité de la région Île-de-France)		- 50 401,00
73-7325	FPIC (fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales)		189 763,00
74-7411	Dotation forfaitaire		- 502 940,00
74-74123	DSU (dotation de solidarité urbaine)		864 486,00
74-74127	DNP (dotation nationale de péréquation)		- 21 902,00
74-74718	Participations - Autres		23 000,00
011-60611	Eau et assainissement	86 000,00	
011-60612	Énergie - électricité	125 000,00	
011-60621	Combustibles	100 000,00	
011-60628	Autres fournitures non stockables	3 800,00	
011-611	Contrat de prestation de services	19 500,00	
011-6132	Locations immobilières	84 000,00	
011-616	Primes d'assurances	64 000,00	
011-6247	Transports collectifs	- 7 000,00	
65-6553	Service incendie	5 000,00	
65-6554	Contributions aux organismes de regroupement	51 000,00	
65-657341	Communes membres GFP	1 020,00	
65-657358	Autres organismes	3 700,00	
66-6688	Autres charges financières, autres	100 000,00	
67-6714	Bourses et prix	7 000,00	
67-673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	34 500,00	
67-6748	Autres subventions exceptionnelles	1 500,00	
67-676	Différence réalisations (positive) transférées en investissement	323 474,00	
67-678	Autres charges exceptionnelles	5 800,00	
68-6865	Dotations aux provisions pour risques et charges financiers	500 000,00	
042-6811	Ajustement des crédits relatifs aux dotations aux amortissements	31 000,00	
042-776	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles		323 474,00
023-01	Virement à la section d'investissement	1 932 374,63	
	Total de la section de fonctionnement	3 471 668,63	3 471 668,63

Il est proposé de voter la décision modificative n°1 dans les conditions ci-dessus mentionnées. La Décision Modificative n°1 du budget principal de la Ville s'établit dans les conditions d'équilibre suivantes :

Dépenses	Recettes	Solde	Cumul	Dépenses	Recettes
9 459 724,63	9 459 724,63	0	Total	88 104 344,63	88 104 344,63
5 988 056,00	5 988 056,00	0	Investissement	22 001 676,00	22 001 676,00
3 471 668,63	3 471 668,63	0	Fonctionnement	66 102 668,63	66 102 668,63

	Réel	81 782 496,00	81 782 496,00
	Ordre	6 321 848,63	6 321 848,63

DELIBERATION

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Budget Primitif 2015,

Vu le Compte Administratif 2014,

Vu l'affectation du résultat 2014,

Considérant la nécessité de procéder à des réajustements budgétaires,

La commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la décision modificative n°1 du budget de la ville dans les conditions d'équilibre suivantes :

Sections	Dépenses	Recettes
Investissement	5 988 056,00	5 988 056,00
Fonctionnement	3 471 668,63	3 471 668,63
Total	9 459 724,63	9 459 724,63

La présentation par chapitre s'établit comme suit :

Section d'investissement		
Dépenses	Libellé	En euros
Reports	Reste à réaliser 2014	4 024 681,37
Chapitre 13	Subventions d'investissement	17 237,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilés	713 650,00
Chapitre 20 (sauf 204)	Immobilisations incorporelles	-11 675,00
Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	120 000,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	367 125,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	433 563,63
Chapitre 040	Opération d'ordre de transfert entre sections	323 474,00
Total des dépenses d'investissement		5 988 056,00
Recettes	Libellé	En euros
Reports	Reste à recevoir 2014	339 490,74
Article 1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	1 418 884,90
Article 001	Excédent d'investissement reporté	2 266 305,73
Chapitre 021	Virement de la section de	1 932 374,63

	fonctionnement	
Chapitre 040	Opération d'ordre de transfert entre sections	31 000,00
Total des recettes d'investissement		5 988 056,00
Section de fonctionnement		
Dépenses	Libellé	En euros
Chapitre 011	Charges à caractère général	475 300,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	60 720,00
Chapitre 66	Charges financières	100 000,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	372 274,00
Chapitre 68	Dotations aux amortissements et provisions	500 000,00
Chapitre 023	Virement à la section d'investissement	1 932 374,63
Chapitre 042	Opérations d'ordre entre sections	31 000,00
Total des dépenses de fonctionnement		3 471 668,63
Recettes	Libellé	En euros
Chapitre 73	Impôts et taxes	139 362,00
Chapitre 74	Dotations et participations	362 644,00
Article 002	Résultat reporté	2 646 188,63
Chapitre 042	Opérations d'ordre entre sections	323 474,00
Total des recettes de fonctionnement		3 471 668,63

La balance du budget s'établit comme suit :

Sections	Dépenses	Recettes
Total Budget	88 104 344,63	88 104 344,63
Investissement	22 001 676,00	22 001 676,00
BP 2015	16 013 620,00	16 013 620,00
DM 1	5 988 056,00	5 988 056,00
Dont Reports 2014	4 024 681,37	339 490,74
Fonctionnement	66 102 668,63	66 102 668,63
BP 2015	62 631 000,00	62 631 000,00
DM 1	3 471 668,63	3 471 668,63

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

POUR : 33 MAJORITE MUNICIPALE, Miloud Gherras
CONTRE : 10 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

4 - DIRECTION DES FINANCES

ADMISSION EN NON-VALEUR - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE - EXERCICE 2015

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Le trésorier payeur de la ville de Noisy-le-Sec, étant dans l'impossibilité de recouvrer certaines recettes de la commune, a adressé trois états de produits communaux à proposer en admission en non-valeur. Ces états laissent apparaître des créances irrécouvrées sur plusieurs années pour un montant total de 46 382,95 €, répartis comme suit :

- Liste n° 1825590515 pour un montant de 28 334,23 € :
 - Année 2004: 523,15 €
 - Année 2005: 3 382,82 €
 - Année 2006: 6 616,42 €
 - Année 2007: 4 470,58 €
 - Année 2008: 4 638,68 €
 - Année 2009: 7 239,45 €
 - Année 2010: 428,39 €
 - Année 2011: 794,43 €
 - Année 2012: 213,39 €
 - Année 2013: 25,80 €
 - Année 2014: 1,12 €
- Liste n° 1753610215 pour un montant de 12 493,62 € :
 - Année 2007: 169,71 €
 - Année 2008: 768,25 €
 - Année 2009: 6 241,88 €
 - Année 2010: 2 467,80 €
 - Année 2011: 2 329,68 €
 - Année 2012: 491,62 €
 - Année 2013: 22,05 €
 - Année 2014: 2,63 €
- Liste n° 1696440515 pour un montant de 5 555,10 € :
 - Année 2009: 166,63 €
 - Année 2010: 816,79 €
 - Année 2011: 2 361,69 €
 - Année 2012: 1 373,47 €
 - Année 2013: 715,24 €
 - Année 2014: 121,28 €

Ces montants correspondent essentiellement à des restes à recouvrer inférieurs au seuil de poursuite et à des combinaisons de recherches infructueuses d'actes.

Certes il s'agit d'une dépense pour le budget de la ville mais cet effort de clarification budgétaire permet à la commune d'apurer les créances devenues irrécouvrables. Ces dépenses, d'un montant total de 46 382,95 € et dont le détail est à disposition, sont prévues au Budget, chapitre 65, article 6541 "créances admises en non-valeur".

Il est demandé au conseil d'approuver l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables sur plusieurs années pour un montant de 46 382,95 €.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu les états produits par le trésorier, concernant le non recouvrement de certaines recettes,

Considérant que ces recettes sont irrécouvrables,

La commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Décide l'admission en non-valeur des créances irrécouvrées sur plusieurs années pour un montant de 46 382,95 €, réparti comme suit :

- Liste n° 1825590515 pour un montant de 28 334,23 € :
 - Année 2004: 523,15 €
 - Année 2005: 3 382,82 €
 - Année 2006: 6 616,42 €
 - Année 2007: 4 470,58 €
 - Année 2008: 4 638,68 €
 - Année 2009: 7 239,45 €
 - Année 2010: 428,39 €
 - Année 2011: 794,43 €
 - Année 2012: 213,39 €
 - Année 2013: 25,80 €
 - Année 2014: 1,12 €
- Liste n° 1753610215 pour un montant de 12 493,62 € :
 - Année 2007: 169,71 €
 - Année 2008: 768,25 €
 - Année 2009: 6 241,88 €
 - Année 2010: 2 467,80 €
 - Année 2011: 2 329,68 €
 - Année 2012: 491,62 €
 - Année 2013: 22,05 €
 - Année 2014: 2,63 €
- Liste n° 1696440515 pour un montant de 5 555,10 € :
 - Année 2009: 166,63 €
 - Année 2010: 816,79 €
 - Année 2011: 2 361,69 €
 - Année 2012: 1 373,47 €
 - Année 2013: 715,24 €
 - Année 2014: 121,28 €

Ces montants correspondent essentiellement à des restes à recouvrer inférieurs au seuil de poursuite et à des combinaisons de recherches infructueuses d'actes.

Article 2 :

Dit que ces dépenses, d'un montant de 46 382,95 € sont prévues au Budget, chapitre 65, article 6541 "créances admises en non-valeur".

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

ABSTENTION :	6	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »
POUR :	37	MAJORITE MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Miloud Gherras

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

5 - DIRECTION DES FINANCES

GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE 3F DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS COLLECTIFS RÉALISÉE AU 26 RUE DE LA FONTAINE, QUARTIER DE LA BOISSIÈRE, À NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

La SA d'HLM Immobilière 3F sollicite la garantie d'emprunt de la commune par courrier du 14 janvier 2015 portant sur l'opération de construction de 27 logements locatifs sociaux collectifs dont 24 logements PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) et 3 logements PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) situés dans le "Quartier Boissière" 26 rue de la Fontaine à Noisy-le-Sec.

Rappel du contexte et détail de l'opération :

L'opération de construction de 27 logements collectifs réalisée au 26 rue de la Fontaine, Quartier de la Boissière, a obtenu un agrément de l'État le 12 août 2013, permettant à la société Immobilière 3F de mobiliser des prêts locatifs PLUS et PLAI avec un accord de principe de la Caisse des Dépôts et Consignations en janvier 2014 portant sur un montant total de 3 603 000 euros.

Dans ce cadre, afin de constituer le dossier de financement, l'emprunteur (Immobilière 3F) sollicite la garantie de la commune afin d'obtenir, dans un premier temps, un accord de principe de la ville qui permettra l'édition du contrat de prêt définitif auprès du prêteur la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Les caractéristiques du programme des travaux de la construction propose :

- Énergie de chauffage gaz et d'un complément de chauffage par énergie renouvelable solaire,
- Labels BBC (bâtiment basse consommation),

Le Plan de financement de la construction :

<u>Ressources :</u>	<u>Montant</u>	<u>En %</u>
Subvention collecteur du 1%	335 886 €	6,32
Subvention État	166 310 €	3,13
Subvention Conseil Régional	172 718 €	3,25
Total des lignes de prêts CDC	3 603 000 €	67,81
- PLUS	2 417 000 €	
- PLUS Foncier	795 000 €	
- PLAI	293 000 €	
- PLAI Foncier	98 000 €	
Prêt (s) CIL	420 000 €	7,90
Fonds propres	615 338 €	11,59
TOTAL	5 313 252 €	100,00

Il est demandé au conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 3 603 000 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

En contrepartie de la garantie, l'Immobilière 3F réserve 5 logements au contingent ville répartis par typologie :

- 1 T2
- 2 T3 dont 1 accessible aux PMR
- 1 T4
- 1 T5

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2, ,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3 F en date du 14 janvier 2015 concernant la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et

Consignations destiné à financer l'opération de construction de 27 logements collectifs PLUS et PLAI située " Quartier Boissière" au 26 rue de la Fontaine à Noisy-le-Sec,

Vu le contrat de prêt n°36964 en annexe signé entre Immobilière 3F, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SA d'HLM Immobilière 3F tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant emprunté de trois millions six cent trois mille euros (3 603 000 euros),

La commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement des prêts d'un montant total de trois millions six cent trois mille euros (3 603 000 euros) souscrits par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°36964.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud Gherras ne prend part au vote (absent)

UNANIMITE

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

6 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE

APPROBATION DU PROJET DE PROTOCOLE FONCIER ENTRE LA VILLE DE NOISY-LE-SEC ET GREEN CITY RELATIF À LA CESSION DU TERRAIN SIS 19 RUE JULES AUFFRET À NOISY-LE-SEC

Rapporteur : Madame Yveline JEN

La Ville de Noisy-le-Sec, par le biais de son document d'urbanisme, souhaite accompagner l'effort de production de logements, avec pour ambition la réalisation de 250 logements par an, tout en offrant un cadre de vie qualitatif à ses habitants. Aussi, la Ville privilégie une intensification urbaine aux abords des axes importants de circulation et d'animation urbaine, ainsi qu'aux abords des stations de transport, en imposant une protection des cœurs d'îlots et un paysagement important, ainsi qu'une diversité des formes urbaines.

Dans ce contexte, la Ville a souhaité valoriser une emprise communale située 19 rue Jules Auffret, actuellement, à usage de square, dénommé « square Truffaut ». Ce terrain bénéficie d'une situation attractive du fait de sa proximité avec le centre-ville noiséen, la future station du prolongement de la ligne 11 de métro et les axes majeurs de circulation, ainsi que d'un cadre de vie apaisé.

La fermeture de ce square est justifiée par l'installation de jeux dédiés aux enfants au sein du stade Huvier, à proximité immédiate dudit square, ainsi que par les prochains aménagement prévus suite à la démolition de la piscine, lancée en octobre 2015.

Une consultation restreinte de plusieurs opérateurs a ainsi été initiée du 5 au 30 juin 2015, au terme de laquelle l'opérateur GREEN CITY a été retenu. Ce dernier propose la création d'une offre d'environ 17 logements en accession libre. Ce projet s'insérera dans le tissu urbain existant constitué d'habitats pavillonnaires et collectifs, tout en confortant la place des espaces verts dans ce secteur, via une implantation en retrait de la construction, et d'un paysagement du fond de parcelle.

Afin de permettre la réalisation de ce programme et compte tenu de la nature du terrain et de son affectation actuelle, il est nécessaire d'engager une procédure de déclassement du domaine public, et donc une fermeture du square avant la présentation du projet de cession en Conseil Municipal.

Aussi, il a été convenu de conclure entre la Ville de Noisy-le-Sec et la société GREEN CITY IMMOBILIER un protocole foncier. Ce dernier permettra d'engager la mise en œuvre du projet de construction (dépôt des diverses autorisations d'urbanisme), tout en permettant aux Noiséens de conserver le bénéfice du square jusqu'à l'approbation définitive du projet de cession devant le Conseil Municipal à la fin du premier semestre de l'année 2016. En outre, le présent protocole permet de fixer la valeur de cession du terrain communal, au prix de 575.000 Euros H.T.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'autoriser GREEN CITY IMMOBILIER à déposer toutes demandes d'autorisations administratives, et notamment son dossier de demande de permis de construire, et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer au nom de la Ville le protocole foncier ainsi que toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L. 2111-1, 2141-1 et 3211-14,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles 2121-29 et 2241-1,

Vu l'avis de France Domaine en date du 4 novembre 2015,

Vu le projet de protocole foncier,

Considérant les opérations de réaménagement mises en œuvre au sein du Parc Huvier, et notamment la mise en place de nouveaux jeux pour enfants,

Considérant la forte déclivité de ce square qui entraîne une faible utilisation par les familles,

Considérant, dès lors, qu'il n'apparaît plus opportun de conserver l'aire de jeux du square Truffaut, située face au Parc Huvier,

Considérant que la Ville a initié une consultation restreinte d'opérateur, au terme de laquelle la société GREEN CITY IMMOBILIER a présenté un projet de construction prévoyant la réalisation de 17 logements en accession libre,

Considérant que la réalisation de ce projet permettra de valoriser ce terrain communal, bénéficiant d'une position attractive au sein du territoire noiséen, et de développer une nouvelle offre de logements tout en préservant et confortant la qualité des espaces extérieurs,

Considérant que l'assiette du projet, appartenant à la Ville, est constitutive de son domaine public, et qu'il conviendra de la déclasser avant l'approbation du projet de cession devant le Conseil Municipal,

Considérant néanmoins la nécessité de mettre en œuvre ce projet et notamment de permettre à la société GREEN CITY IMMOBILIER ou à toute société substituée créée à l'initiative de ce dernier, de déposer les autorisations d'urbanisme,

Considérant dès lors la volonté de conclure un protocole foncier permettant d'acter les principes fonciers et financiers avec la société GREEN CITY IMMOBILIER,

DELIBERE

Article 1 :

Acte le fait que l'emprise communale concernée par le présent protocole foncier devra faire l'objet d'une désaffectation et d'un déclassement du domaine public.

Article 2 :

Autorise la société GREEN CITY IMMOBILIER ou toute société substituée créée à son initiative à déposer toutes demandes d'autorisations administratives, et notamment son dossier de demande de permis de construire

Article 3 :

Autorise la signature d'un protocole foncier avec la société GREEN CITY IMMOBILIER, concernant la vente d'un terrain sis 19 rue Jules Auffret à Noisy-le-Sec, d'une superficie d'environ 839 m², cadastré section R n° 170, moyennant le prix de 575.000 Euros H.T, lequel prix sera majoré du montant de la TVA selon le taux applicable au jour du paiement du prix.

Article 4 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toutes les autres pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud Gherras ne prend part au vote (absent)

POUR :	31	MAJORITE MUNICIPALE,
CONTRE :	11	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Dulcinée Avril

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

7 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

DEMANDE DE SUBVENTION DE 1 500€ AUPRÈS DE FRAME FONDS FINLANDAIS POUR LES ARTS VISUELS

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième à destination d'un artiste ou critique d'art écrivain. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

L'accueil en résidence d'un commissaire d'exposition étranger permet de le soutenir à produire une exposition inédite au centre d'art, de lui faire découvrir la scène artistique française, de l'accompagner dans ses recherches et de faire rayonner le centre d'art à l'étranger. La Galerie participe aussi à l'échange entre la scène artistique française et internationale par l'édition d'un journal bilingue français anglais gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention de 1 500 € auprès de Frame, Fonds finlandais pour les arts visuels pour La Galerie, en soutien à la résidence de la commissaire d'exposition finlandaise Elina SUOYRJO d'avril à juin 2015 dans le cadre d'un projet spécifique visant à organiser l'exposition « Only the Lonely » incluant l'artiste finlandaise Essi KAUSALAINEN.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu l'article L 2321-2 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que dans le cadre de sa mission d'aide à la création, La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec accueille en résidence la commissaire d'exposition finlandaise Mme Elina SUOYRJO d'avril à juin 2015 dans le cadre d'un projet spécifique visant à organiser l'exposition « Only the Lonely » incluant l'artiste finlandaise Essi KAUSALAINEN et que l'exposition est intégrée dans la programmation annuelle de La Galerie,

Considérant que Frame, Fonds Finlandais pour les arts visuels, soutient financièrement les centres d'art contemporain qui favorisent les échanges artistiques avec la scène artistique finlandaise,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention complémentaire de 1 500 € auprès de Frame, en soutien à la résidence de la commissaire d'exposition Elina Suoyrjö et de l'artiste Essi Kausalainen à La Galerie de Noisy-le-Sec pour l'année 2015.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7472, fonction 322 du budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud Gherras ne prend part au vote (absent)

UNANIMITE

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

8 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

DEMANDE DE SUBVENTION DE 50 000 € AUPRÈS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième à destination d'un artiste ou critique d'art écrivain. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un journal bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 50 000 € auprès du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis pour La Galerie, en soutien à la conduite du projet artistique et culturel pour l'année 2016.

DELIBERATION

Le conseil,

Considérant que le conseil départemental de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de La Galerie dans le cadre d'une convention pluriannuelle 2014-2017,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de fonctionnement de 50 000 € auprès du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de La Galerie pour l'année 2016.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7472, fonction 322 du budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud Gherras ne prend part au vote (absent)

UNANIMITE

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

9 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

DEMANDE DE SUBVENTION DE 15 000 € AUPRÈS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Rapporteur : Monsieur Jean THARY

La Galerie, centre d'art contemporain, offre aujourd'hui aux différents publics une programmation très diversifiée et basée sur l'art comme expérience sensible et réflexion de notre rapport au monde.

Chaque année, elle conçoit et réalise trois expositions (individuelles et collectives), une exposition pédagogique ainsi que trois résidences, une à destination d'un artiste, une autre d'un commissaire d'exposition étranger et une troisième à destination d'un artiste ou critique d'art écrivain. Les résidences et les expositions permettent de découvrir des œuvres inédites d'artistes internationalement reconnus aux côtés du travail d'artistes émergents.

Accompagnant au quotidien les artistes français par la production de nouvelles œuvres et des résidences, La Galerie participe aussi à l'ouverture de la scène artistique française à l'international par l'édition d'un catalogue bilingue gratuit pour chaque exposition.

Il est demandé au Conseil municipal :

d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 15 000 € auprès du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis pour La Galerie, en soutien à la résidence d'artiste pour l'année 2016.

DELIBERATION

Le conseil,

Considérant que dans le cadre de sa mission d'aide à la création, La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec accueille en résidence un artiste plasticien dans le cadre d'une thématique spécifique et visant à accompagner la production d'un projet ou d'œuvres qui seront intégrées dans la programmation annuelle de La Galerie,

Considérant que le conseil départemental de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de La Galerie dans le cadre d'une convention pluriannuelle 2014-2017,

DELIBERE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention complémentaire de 15 000 € auprès du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, en soutien à la résidence d'artiste à La Galerie de Noisy-le-Sec pour l'année 2016.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 :

Dit que la recette sera inscrite au chapitre 74, article 7472, fonction 322 du budget de la ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Miloud Gherras ne prend part au vote (absent)

UNANIMITE

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

10 - DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE SERVICES À LA POPULATION

RÉVISION DES TARIFS APPLICABLES AU 1ER JANVIER 2016 – TAXES ET DROITS PERÇUS DANS LE CADRE DES OPÉRATIONS FUNÉRAIRES ET CEUX RELATIFS AUX CONCESSIONS DE TERRAINS ET DE COLUMBARIUM

Rapporteur : Madame Laurence CORDEAU

Nous sommes amenés chaque année à actualiser les tarifs des taxes et des droits à percevoir dans le cadre des opérations funéraires sur la commune, ainsi que ceux relatifs à la vente de concessions de terrains et de cases de columbarium dans les cimetières,

Les sommes perçues ont pour objet de nous permettre de régler la dépense relative aux reprises de concessions périmées et non renouvelées.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'actualisation des tarifs au 1^{er} janvier 2016 suivant les montants ci-dessous qui correspondent à une augmentation moyenne de 5 %

TARIFS – TAXES ET DROITS PERÇUS LORS DES OPERATIONS FUNERAIRES (EN EUROS)	2015	2016

Taxe d'inhumation cercueil	145	152
Taxe d'inhumation d'urne	72	76
Taxe de construction de caveau	35	37
Redevance pour contrôle de travaux	35	37
Droits de séjour en caveau provisoire	90	95
Forfait par jour jusqu'au 30 ^{ème} jour	3	3,2
Forfait par jour à compter du 31 ^{ème} jour	6	6,3
Vacation de police	20	20

Concessions	2015	2016

15 ans adulte	243	255
15 ans enfant	138	145
30 ans adulte	673	707

50 ans adulte	1480	1554
10 ans columbarium	243	255

PROJET DE DELIBERATION

Le Conseil,

Vu la délibération n° 2014/11-16 relative à l'actualisation des taxes et droits perçus lors des opérations funéraires et des tarifs de vente de concessions de terrains et de cases de columbarium pour l'année 2015,

Considérant la nécessité chaque année d'actualiser et de fixer les tarifs des taxes et des droits à percevoir dans le cadre des opérations funéraires sur la commune, ainsi que ceux relatifs à la vente de concessions de terrains et de cases de columbarium dans les cimetières,

DELIBERE

Article 1 :

TARIFS – TAXES ET DROITS PERCUS LORS DES OPERATIONS FUNERAIRES (EN EUROS)	2015	2016

Taxe d'inhumation cercueil	145	152
Taxe d'inhumation d'urne	72	76
Taxe de construction de caveau	35	37
Redevance pour contrôle de travaux	35	37
Droits de séjour en caveau provisoire	90	95
Forfait par jour jusqu'au 30 ^{ème} jour	3	3,2
Forfait par jour à compter du 31 ^{ème} jour	6	6,3
Vacation de police	20	20

Concessions	2015	2016

15 ans adulte	243	255
---------------	-----	-----

15 ans enfant	138	145
30 ans adulte	673	707
50 ans adulte	1480	1554
10 ans columbarium	243	25

Article 2 :

Dit que les recettes liées au recouvrement des sommes dues seront inscrites au budget de la Ville – section de fonctionnement

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud Gherras ne prend part au vote (absent)

POUR : 32 MAJORITE MUNICIPALE,
CONTRE : 10 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

11 - DIRECTION DE LA POPULATION ET DU GUICHET UNIQUE

RÉMUNÉRATION DES AGENTS RECENSEURS RECRUTÉS POUR LE RECENSEMENT DE LA POPULATION 2016

Rapporteur : Madame Laurence CORDEAU

Le recensement de la population rénové repose sur une technique d'enquêtes annuelles pour les communes de 10 000 habitants et plus. Pour 2016, la collecte des informations aura lieu du 21 janvier au 27 février 2016.

Les communes sont chargées par la loi de préparer et de réaliser les enquêtes de recensement. A ce titre, elles reçoivent une dotation forfaitaire de l'État. Elles peuvent aussi déléguer cette compétence à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

L'Insee se voit confier le soin d'organiser et de contrôler la collecte des informations.

Le Maire nomme les acteurs du recensement par arrêté (le coordonnateur, son adjoint et les agents recenseurs).

En 2015, la dotation forfaitaire s'élevait à 8673 €. Pour la collecte 2016, la dotation forfaitaire est fixée à 8 089 euros soit une diminution de 6,73 % par rapport à 2015.

Elle sera versée à la commune au cours de la fin du premier semestre 2016 et se répartira comme suit au prorata du travail effectué :

	REMUNERATION NETTE
Bulletin individuel	1,50
Feuille de logement	1,00
Dossier d'adresse collective	1
Fiche de logement non enquêtée	1,30
Tournée de reconnaissance	50
Prime de qualité de collecte	70
Prime de clôture	60
Prime étendue de terrain (déplacements)	30

Par conséquent, il est demandé au Conseil Municipal d'inscrire le montant de la dotation forfaitaire au budget 2016 pour le financement des opérations de recensement, et d'approuver la rémunération proposée pour chaque agent recenseur au prorata du travail effectué.

PROJET DE DELIBERATION

Le conseil,

Vu l'article L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité autorisant le recensement,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le III de l'article 156 de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 stipulant que les enquêtes de recensement sont préparées et réalisées par les communes qui à ce titre reçoivent une dotation forfaitaire de l'État,

Vu le décret en Conseil d'État définissant les modalités d'application du titre V ("Des opérations de recensement") de la loi n°2002-276 du 27 février 2002,

Considérant que la collecte du recensement doit se dérouler du 21 janvier au 27 février 2016 et que son organisation locale est placée sous la responsabilité de Monsieur le Maire,

Considérant que le recrutement de 7 agents recenseurs titulaires et 2 suppléants est nécessaire pour visiter les 1418 logements sélectionnés par l'Insee.

Considérant que le montant prévisionnel de la dotation forfaitaire versée par l'Insee pour préparer et réaliser la collecte de recensement 2016 s'élève à 8089,00 euros.

Considérant la tarification appliquée lors des recensements de 2004 à 2015 sur la commune de Noisy-le-Sec,

Considérant que les postulants pour 2016 sont des agents municipaux,

Considérant que les primes facultatives non attribuées aux agents recenseurs ayant interrompu leur mission avant la fin ou ayant été suspendus en cours d'opérations, pourraient être réattribuées aux personnes ayant repris en charge le secteur de l'agent suspendu,

DELIBERE

Article 1 :

Décide de fixer comme suit la rémunération de chaque agent recenseur au prorata du travail effectué:

	REMUNERATION NETTE
Bulletin individuel	1,50
Feuille de logement	1,00
Dossier d'adresse collective	1
Fiche de logement non enquêtée	1,30
Tournée de reconnaissance	50
Prime de qualité de collecte	70
Prime de clôture	60
Prime étendue de terrain (déplacements)	30

Article 2 :

Dit que les primes de qualité collecte et de clôture seront attribuées en fonction du travail fourni par les agents recenseurs lors des différentes étapes de collecte et que la prime d'étendue de terrain sera attribuée en fonction de l'étendue du territoire à couvrir par l'agent recenseur.

Article 3 :

Dit que la dépense sera inscrite sur le budget de la Ville de l'exercice 2016 et financée par la dotation forfaitaire de recensement versée en une seule fois par l'Insee en fin du premier semestre 2016.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud Gherras ne prend part au vote (absent)

UNANIMITE

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

12 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

APPROBATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS COMPLÉMENTAIRES POUR L'OLYMPIQUE NOISY-LE-SEC BANLIEUE 93

Rapporteur : Madame Sarra BEN ALI

L'un des axes forts de la politique sportive mise en place par municipalité est le soutien aux associations sportives qui se traduit par :

- des aides financières directes et indirectes
- la mise à disposition gracieuse des équipements sportifs
- le soutien logistique pour l'organisation des compétitions sportives

Afin de soutenir spécifiquement les associations sportives de haut niveau, des objectifs complémentaires ont été déterminés. Ils dépendent de la nature et du niveau de pratique des associations, mais aussi d'objectifs sociaux qui soutiennent la formation et l'intégration de différents publics.

Par délibération en date du 25 mars 2013, le conseil municipal a approuvé la convention triennale d'intérêt général (2013-2015) entre la ville de Noisy-le-Sec et l'association Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93.

Cette convention détermine les modalités de versement d'une subvention annuelle divisée en deux parties :

- une subvention de base, d'un montant de 120 000 € versée en mars 2015
- une subvention complémentaire sur objectifs répartie selon le tableau suivant :

Détail des subventions complémentaires sur objectifs versées pour la saison sportive se terminant dans l'année civile pour les années 2013, 2014 et 2015				
Volets	3 - Objectifs sociaux	Montant	4 – Objectifs sportifs	Montant
Descriptions	Développement de la pratique Handisport	3 000 €	Équipe 1 ^{ère} en Nationale	Avenant à la convention
	Les valeurs de citoyenneté dans le sport	3 000 €	Évolution de l'équipe 1ère en Championnat de France Amateur	32 000 €
	Actions spécifiques en faveur du lien social	3 000 €	Évolution de l'équipe 1ère au niveau régional	0 €
	Actions pour le développement du sport féminin	3 000 €	Qualification pour un 32 ^{ème} de finale de Coupe de France	5 000 €

Il convient de préciser que cette subvention complémentaire peut être versée en intégralité ou partiellement selon la réalisation des objectifs fixés ci-dessus et sur présentation des pièces justificatives.

Au vu du maintien de l'équipe fanion en division CFA 2 en fin de saison 2014-2015 les représentants de la municipalité ont validé l'un des objectifs sportifs. Par contre, l'équipe n'ayant malheureusement pas réussi à se qualifier pour les 32ème de finale de la coupe de France, le second objectif n'a pas été atteint, ce qui porte à 32 000 € le montant de la subvention complémentaire d'objectifs sportifs à verser à l'association.

Concernant les objectifs sociaux, le bilan sportif fourni par l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 mentionne qu'aucune action spécifique n'a été menée par l'association concernant la pratique handisport ou en faveur de ses licenciés.

Par contre l'évaluation des trois objectifs sociaux concernant les actions sur la citoyenneté, en faveur du lien social et surtout le développement de la pratique du football féminin qui permet au club d'être un moteur du département dans ce domaine, prouve le dynamisme de l'association dans un contexte sportif et social difficile.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention complémentaire d'objectifs à l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 pour la saison 2014 - 2015 de :

- de 32 000 € pour la réussite des objectifs sportifs
- de 9 000 € pour la réussite des objectifs sociaux

Soit un versement total de 41 000 € de subvention complémentaire d'objectifs pour l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 en date du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération n° 2013/06-15 du 24 juin 2013 portant approbation de la convention triennale d'intérêt général entre la ville de Noisy-le-Sec et l'association sportive Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93,

Vu la délibération n° 2013/03-02 du 25 mars 2013 portant attribution de subventions aux associations pour l'année 2013,

Considérant que l'association Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 s'est engagée depuis plus de 20 ans dans une pratique citoyenne de sa discipline en développant en direction des jeunes des actions à caractère social et sportif ambitieuses et performantes,

Considérant qu'au vu des bilans sportifs fournis par l'association aucune action n'ait été menée spécifiquement en faveur de la pratique handisport à contrario des autres objectifs,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve l'attribution d'une subvention complémentaire d'objectifs, d'un montant de 41 000 euros, à l'Olympique Noisy-le-Sec Banlieue 93 pour la saison 2014 - 2015 comme détaillée ci-après :

- Evolution de l'équipe première en Championnat de France Amateur : 32 000 €
- Développement de la pratique handisport : 0 €
- Développement des valeurs de citoyenneté dans le sport : 3 000 €
- Actions spécifiques en faveur du lien social : 3 000 €
- Développement du sport féminin : 3 000 €

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud Gherras ne prend part au vote (absent)

UNANIMITE

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

13 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Madame Nicole RIVOIRE

Il est proposé la transformation de 11 postes à temps complet conditionnée par la suppression ou la transformation de 22 postes à temps complet et non complet. Ces transformations prennent en compte les mouvements de personnels, l'évolution des besoins liés aux missions à développer, les évolutions de carrière des agents et la volonté de maintenir les compétences requises pour les missions à exercer au service de la collectivité. Les transformations liées à des réorganisations des services ont fait l'objet de consultations préalables du Comité technique compétent.

Anciens grades	Nouveaux grades	Motifs	Directions:
6 ATSEM de 1 ^{ère} classe	Néant	Réorganisation du service Repositionnement de 6 agents sur des postes vacants, autres grades qu'ATSEM de 1 ^{ère} classe	Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance
2 agents sociaux	2 ATSEM de 1 ^{ère} classe	2 agents sociaux de 2 ^{ème} classe ont réussi le concours d' ATSEM de 1 ^{ère} classe	
5 adjoints techniques de 2 ^{ème} classe à TNC	néant	Réorganisation du service Suppression des postes d'adjoint de 2 ^{ème} classe à temps non complet pour positionner les agents sur des postes d'adjoints de 2 ^{ème} classe vacants à temps complet	Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance
1 brigadier chef principal	1 brigadier	Recrutement	Direction de la prévention et de la sécurité
1 adjoint technique de 1 ^{ère} classe	1 agent de maîtrise	Réussite du concours agent de maîtrise et évolution des missions	Direction du centre technique municipal
1 attaché	1 attaché principal	Avancement de grade	Direction des Affaires juridiques et des marchés publics
1 technicien	1 adjoint technique de 2 ^{ème} classe	Stagiairisation	Direction du centre technique municipal
1 technicien principal de 2 ^{ème} classe	1 technicien	Recrutement	Direction des bâtiments
1 technicien principal de 2 ^{ème} classe	1 technicien	Recrutement	Direction de l'environnement et des espaces verts
1 attaché principal	1 adjoint administratif de 2 ^{ème} classe	Réorganisation de la DRH, notamment sur le service santé qui comptait 2 encadrants pour 3 agents dont 1 niveau	Direction des ressources humaines
1 adjoint	1 adjoint administratif de		

administratif principal de 1 ^{ère} classe	2 ^{ème} classe	hiérarchique intermédiaire. Le niveau hiérarchique intermédiaire est supprimé. Le service formation est renforcé par un poste de gestionnaire ayant vocation à être pourvu sur le grade d'adjoint administratif 2ème classe.	-
1 assistant de conservation	1 adjoint du patrimoine de 2 ^{ème} classe	stagiairisation	Direction des affaires culturelles

DELIBERATION

Le conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu les avis du comité technique des 18 Juin, 10 Juillet et 2 octobre 2015,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant les besoins des services et la nécessité de modifier le tableau des emplois permanents.

DELIBERE

Article 1 :

Il est proposé la transformation de 11 postes à temps complet conditionnée par la suppression ou la transformation de 22 postes à temps complet et non complet. Ces transformations prennent en compte les mouvements de personnels, l'évolution des besoins liés aux missions à développer, les évolutions de carrière des agents et la volonté de maintenir les compétences requises pour les missions à exercer au service de la collectivité. Les transformations liées à des réorganisations des services ont fait l'objet de consultations préalables du Comité technique compétent.

Approuve les transformations d'emplois.

Anciens grades	Nouveaux grades
6 ATSEM de 1 ^{ère} classe	Néant
2 agents sociaux de 2ème classe	2 ATSEM de 1ère classe
5 adjoints techniques de 2ème classe à TNC	Néant
1 brigadier chef principal	1 brigadier
1 adjoint technique de 1ère classe	1 agent de maîtrise
1 attaché	1 attaché principal
1 technicien	1 adjoint technique de 2ème classe
2 techniciens principaux de 2ème classe	2 techniciens
1 attaché principal	1 adjoint administratif de 2ème classe
1 adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	1 adjoint administratif de 2ème classe
1 assistant de conservation	1 adjoint du patrimoine de 2 ^{ème} classe

Le tableau des effectifs à la date du 19 novembre 2015 est annexé.

Article 2 :

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud Gherras ne prend part au vote (absent)

ABSTENTION :	10	GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »,
POUR :	32	MAJORITE MUNICIPALE,

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

14 - DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE ÉQUIPEMENTS ET CADRE DE VIE

REMISE D'UN CHÈQUE-CADEAU AUX LAURÉATS DU CONCOURS "MAISONS ET BALCONS FLEURIS"

Rapporteur : Monsieur Bernard GIRAULT

La Ville de Noisy-le-Sec participe, depuis 2001, au concours des Villes Fleuries organisé par le Conseil Départemental et au concours des maisons et balcons fleuris, auquel les Noiséennes et les Noiséens peuvent s'inscrire.

Pour le concours des maisons et balcons fleuris, deux catégories de prix sont proposées :

- Maison avec fleurissement visible de la rue,
- Balcon avec fleurissement visible de la rue.

Les participants sont notés selon une grille d'évaluation.

Le jury est composé d'un adjoint au maire, d'agents et de techniciens horticoles appartenant aux services municipaux.

Il est demandé au Conseil d'approuver la décision de récompenser les trois premiers lauréats de chacune des catégories, en leur octroyant un chèque-cadeau.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le budget communal,

Vu la décision de la Municipalité de récompenser les lauréats du concours « Maisons et balcons fleuris »,

Considérant que cet effort peut se traduire par l'attribution d'un bon d'achat,

DELIBERE

Article 1 :

Décide d'attribuer dans chaque catégorie, des bons d'achat de 110 euros pour le 1^{er} prix – de 85 euros pour le 2^{ème} prix et de 60 euros pour le 3^{ème} prix.

Article 2 :

Il sera fait face à cette dépense aux moyens des crédits inscrits au BP 2015 de la Ville – 6714 – 823.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Miloud Gherras ne prend part au vote (absent)

UNANIMITE

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE

15 - DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE ÉQUIPEMENTS ET CADRE DE VIE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014 DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE GAZ ET L'ELECTRICITÉ EN ÎLE DE FRANCE

Rapporteur : Madame Marie-Rose HARENGER

Depuis 2011, la ville de Noisy-le-Sec est partenaire du protocole monté par le SIGEIF et EDF pour mettre en avant les certificats d'économie d'énergie (CEE). En faisant cette démarche, la ville a permis de collecter 6 193 971 kWh cumac de certificats d'économie d'énergie pour une recette de 27 677, 14 € HT obtenue directement auprès d'EDF. Le prochain CEE qui aura lieu à partir de 2015 pourra être mis en avant par le nouveau dispositif commun entre le SIGEIF et le SIPPEREC.

Le SIGEIF a attribué pour la fourniture en gaz à trois fournisseurs :

GDF Suez
Direct Énergie
Antargaz

La période de fourniture gaz va du 1^{er} Juillet 2014 au 30 Juin 2016.

En 2014, 6 421 clients ont utilisé moins de 6 MWh/an pour l'usage de leur cuisine, 5 496 ont utilisé de 6 à 300 MWh/an pour leur chauffage domestique, les écoles, les PMI.

Il faut savoir que 114 clients ont utilisé en 2014 de 300 MW/h à plus de 5 000 MW/h pour les grands ensembles immobiliers, les piscines ou encore les groupes scolaires.

Soit pour une dépense globale de 25 K€ HT.

Conformément à l'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales, et suite à la transmission par le SIGEIF de son rapport d'activité pour l'exercice 2014, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-39,

Vu les statuts du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île de France (SIGEIF),

Vu le rapport d'activité 2014 du SIGEIF,

DELIBERE

Article 1 :

Prend acte du rapport d'activité du SIGEIF pour l'exercice 2014, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-39 du Code général des collectivités territoriales.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE

VI - REPONSES AUX QUESTIONS ORALES

QUESTION ORALE DU GROUPE « ROUGE ET VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » - LES ASSOCIATIONS

Rapporteur : Patrick LASCoux

« Monsieur le Maire,

Les associations de Noisy-le-Sec constituent l'un des piliers de notre vie démocratique locale, sociale et culturelle. Leur diversité constitue une véritable richesse et elles ne doivent pas faire les frais des difficultés financières que rencontre notre collectivité. Il est particulièrement important de les soutenir davantage et mieux.

Cette année, nous avons été nombreux à observer une baisse de participation à la fête des associations du 5 septembre. S'expliquerait-elle par un manque de soutien et d'engagement de votre majorité municipale? Ou peut-être, par le fait que vous ayez choisi de l'organiser un samedi de rentrée au lieu d'un dimanche pour éviter de payer des heures supplémentaires au personnel municipal qui participe activement à l'animation de cette fête. Pourtant, vous n'avez pas lésiné sur la dépense pour financer l'achat de maillots aux couleurs de votre campagne afin d'entretenir insidieusement votre propagande électorale auprès des associations sportives.

— Plus gravement, les modifications successives des horaires de Charlie Chaplin entraînent de réelles difficultés dans le fonctionnement de nombreuses associations. Pour des raisons purement comptables, en rendant difficile l'obtention d'une simple salle de réunion en soirée, vous nuisez à l'engagement du tissu associatif noiséen. Que comptez-vous mettre en place pour pallier à cette problématique?

De plus, suite au périmètre d'étude que vous avez instauré à l'occasion d'une délibération du conseil municipal en juin 2014, vous prévoyez un remembrement foncier sur le secteur de Charlie Chaplin. Où en sont vos projets d'aménagement sur cet îlot? Est-ce que vous envisagez la vente de ces locaux destinés à la vie associative? A quand la réalisation d'une maison des associations à Noisy-le-Sec?

Enfin, je vous invite à consulter l'annuaire des associations sur le site municipal, de très nombreux contacts ne sont pas à jour, on y trouve des doublons et les rubriques ne correspondent pas toujours aux activités des associations notamment celle des Sciences qui m'a beaucoup surpris! Quand comptez-vous mettre à jour cet annuaire?

La vie associative était jusqu'ici une richesse pour la commune. Malgré les difficultés »

Réponse de monsieur le Maire :

« Monsieur Lascoux,

Le tissu associatif Noiséen est une richesse inestimable pour la vie de notre ville, et croyez bien que non seulement nous en sommes parfaitement conscients, mais que notre politique en faveur des associations vise à permettre aux associations d'exister, de fonctionner et de se développer.

Je vous rassure, ce tissu associatif est vigoureux et nos services enregistrent en moyenne une inscription d'association supplémentaire chaque mois.

Nous y sommes particulièrement attentifs, et malgré les contraintes budgétaires, l'enveloppe des subventions dédiée aux associations est restée inchangée à 1 127 957 euros annuels. Montant auquel il faut ajouter, des aides en nature (locaux, moyens de transports, communication ...) à hauteur de 2 300 000 euros. Soit au total un effort municipal à plus de 3 millions d'euros par an. Je suis heureux que votre question me permette de le rappeler. A Noisy-le-Sec, on fait beaucoup pour les associations, et bien plus qu'ailleurs.

Il n'y a donc aucun désengagement de notre part. Toutes les collectivités territoriales ne peuvent pas en dire autant, puisque le Conseil Départemental s'est désengagé de certaines subventions aux clubs sportifs, au risque de mettre ces associations en péril.

En ce qui concerne votre vision « extrêmement subjective » de la dernière fête des associations.

Sachez que cette année 80 associations se sont inscrites, soit 2 de plus que l'année dernière, et que 72 étaient présentes, ce qui est le même nombre à une ou deux unités près que les deux années précédentes. Il n'y a donc pas de baisse contrairement à ce que vous voulez faire croire.

Nous avons fait le choix d'organiser cette fête un samedi, un des objectifs était de gérer au mieux effectivement les heures supplémentaires dégagées par les services, dans un souci de bonne gestion

des fonds publics. Il est inutile de vous dire combien nous devons faire attention aux deniers publics, et continuer d'assurer un service public de qualité, en optimisant notre budget.

Cette décision du samedi a été prise en concertation avec les associations et au cours de la réunion de bilan, la grande majorité des associations a affirmé que le choix du samedi était une bonne décision. Je rajouterai rapidement qu'heureusement nous l'avons organisé le samedi. Il y a avait du monde à évacuer le lendemain à Noisy.

Les objets promotionnels distribués représentent moins de 3% du budget total de l'évènement (1700 euros TTC). Ces objets aux couleurs et logo de la ville, ont été donnés aux représentants associatifs ayant activement participé à cette journée.

Les horaires de la Maison Charlie Chaplin, ont effectivement été modifiés, pour respecter la législation du travail pour le gardien logé et lui permettre ainsi de bénéficier de 2 jours de repos consécutifs, le dimanche et le lundi.

De plus, suite aux nombreuses plaintes des résidents de la rue de Moissan, nous avons réduit l'amplitude horaire en soirée de 22 h à 21 h 30. Depuis ce changement il n'y a que deux associations qui ont souhaité pouvoir poursuivre leur réunion au-delà de 21h30 et nous avons répondu favorablement à leur demande en mettant à leur disposition la salle Gérard Philipe.

En complément des 4 salles de Charlie Chaplin et de celle de Gérard Philipe, la salle Joséphine Baker est mise à disposition des associations depuis l'année dernière et elle vient donc renforcer l'offre de salle aux associations. C'est un vrai plus qui n'existait pas.

Quant à la mise à jour de l'annuaire sur internet, je vous reprecise que ce sont d'ailleurs les associations qui devraient normalement remettre à jour elles mêmes la fiche de leur association, j'ai demandé et je redemanderai aux services de faire des relances de mise à jours régulières. Les associations précédemment mal situées en rubrique « science » ont été placées dans une rubrique générale « autre ».

S'agissant des suites de la délibération portant périmètre d'étude sur ce secteur, la Ville a engagé, en interne, des études sur la mutabilité de ce secteur et son potentiel de développement. Il nous a paru évident que la réflexion devait être menée à l'échelle de l'îlot et non de la parcelle afin de mettre en œuvre un projet d'aménagement certes sectoriel mais cohérent, intégrant notamment dans la mesure du possible des opérations de remembrement.

Les objectifs de la Municipalité restent les suivants :

1. Requalifier les espaces publics, et notamment participer à la requalification de la rue de Brément et des abords de la place du Général De Gaulle,
2. Requalifier l'habitat privé dégradé et reconstituer un front urbain cohérent,
3. Conforter un pôle commercial secondaire de proximité existant,
4. Assurer une intensification maîtrisée du tissu en préservant un cœur d'îlot paysager.

Par ailleurs, des discussions ont pu être entamées avec certains propriétaires du secteur désireux de céder leurs biens immobiliers à court ou moyen terme.

Une présentation sera faite lors d'une prochaine Commission Aménagement concernant les premières actions d'urbanisme susceptibles d'être menées. »

QUESTION ORALE DU GROUPE « ROUGE, VERTE, LA GAUCHE ENSEMBLE » - VIDEO PROTECTION

Rapporteur : Patrick LASCOUX

« Monsieur le Maire,

Depuis le mois de septembre, dans le magazine « 90' Enquêtes », la chaîne TMC du groupe TF1 diffuse et rediffuse un reportage dans lequel on peut voir des images filmées par la vidéosurveillance de la ville. Ces images datent du 30 mai 2014, elles montrent la mort en direct d'un père de famille sauvagement percuté par un véhicule rue Jean Jaurès.

Devant les circonstances particulièrement tragiques et horribles de ce drame, nous nous sommes indignés... Et aujourd'hui, la diffusion de ces images violentes et choquantes qui ne semble pas avoir été approuvée par la famille, soulève un certain nombre d'interrogations !

Monsieur le Maire, vous avez choisi de mettre en place un système de vidéosurveillance et d'injecter plusieurs millions d'euros dans "le business de la peur".

Comme nous le montre ce terrible exemple, la pose de caméras de surveillance dans l'espace public soulève de réelles questions quant au respect de la vie privée :

— Avez-vous autorisé « TF1 Production » à diffuser ces images de la vidéosurveillance de la ville ?

Lors de la mise en place de la vidéosurveillance, nous avons apprécié la création d'un comité d'éthique mais nous nous interrogeons toujours sur son efficacité :

— Vous en êtes le Président, est-ce que vous comptez le réunir prochainement et enquêter sur la diffusion de ces images ?

— Plus généralement, est-ce que vous pourriez présenter au conseil municipal un rapport des activités de ce comité d'éthique ?

— Quel est aujourd'hui le bilan après 2 ans de vidéosurveillance ? Combien coûte-t-elle réellement aux Noiséennes et Noiséens ?

— Quand allez-vous réorienter les dépenses de la vidéosurveillance pour renforcer les actions de terrain, mettre en place des aménagements adaptés qui permettent une réappropriation de l'espace public et la présence humaine qui concourt au renforcement du lien social ? »

Réponse de Monsieur le Maire :

« Monsieur Lascoux,

Vous devriez faire attention à la terminologie que vous employez dans votre question, car elle est erronée. Le système de caméras installé par la mairie est nommé « **vidéo protection** » afin d'éviter toute confusion auprès du public. La précision est importante, essentielle même, car le personnel posté derrière les caméras n'a pas pour vocation de surveiller les Noiséens, mais de les protéger en relevant les faits contraventionnels et délictuels qui pourraient se produire sur la commune.

Je vous rappelle que les objectifs opérationnels des opérateurs de la vidéo-protection sont les suivants :

1. lutter contre la délinquance générale de voie publique en utilisant une technologie moderne.
2. contribuer à la prévention et à la dissuasion.
3. apporter un concours à la lutte contre les violences urbaines dans les quartiers.
4. permettre une réappropriation des espaces et des lieux.
5. soutenir les interventions des acteurs de la sécurité et de la prévention sur le terrain.
6. sécuriser les établissements publics.
7. surveiller la circulation routière et urbaine pour la réguler.

Depuis la création du Centre de Supervision Urbain (CSU), son exploitation n'a cessé de progresser. Cet outil vient appuyer les interventions de la police municipale et de la police nationale, avec un déport des images vers le commissariat de police nationale et prochainement vers la Direction Territoriale de la Sécurité de Proximité de Seine-Saint-Denis (DTSP 93)

Le Centre de Supervision Urbain a été inauguré en novembre 2013.

Nous avons enregistré 13 demandes de réquisitions judiciaires en 2013, 125 en 2014 et déjà 244 en 2015.

Une réquisition judiciaire est un procès verbal rédigé par un officier de police judiciaire nous demandant de visionner ou d'extraire les images d'une ou de plusieurs caméras sur une fourchette de temps précise et relative à des faits qui se sont déroulés sur la voie publique et qui peuvent faire avancer ou dénouer une enquête judiciaire.

Rappelons également que les images enregistrées par le système de vidéo-protection sont automatiquement écrasées (effacées) par le système au bout de 14 jours. Ce fut un choix politique lors de la création du CSU car la loi autorise la conservation des images jusqu'à 30 jours après leur enregistrement.

Dans les événements tragiques qui se sont déroulés le 30 mai 2014, l'enquête judiciaire a été confiée à la Brigade des Accidents et Délits Routiers (BADR) de Paris. Ce service nous a remis immédiatement une réquisition judiciaire nous demandant l'extraction de l'ensemble des images concernant l'accident. A

partir du moment où notre service reçoit la réquisition, nous ne sommes plus les « propriétaires » des images. Les images vidéos remises à la BADR de Paris deviennent des pièces de l'enquête.

Dans le reportage du magazine « 90' Enquêtes » diffusé sur plusieurs chaînes de télévision, si l'on reconnaît parfaitement la rue Jean Jaurès, on s'aperçoit immédiatement que les images sont visionnées dans des locaux qui ne sont pas ceux de la police Municipale de Noisy-le-Sec. Le fonctionnaire de police qui présente les images n'est pas un policier municipal, mais un Commandant de police nationale rattaché au service de la BADR de Paris.

C'est la direction de ce service de police judiciaire qui a autorisé la société de production à visionner les images que la BADR de Paris avait en sa possession. Le maire n'est en aucun cas responsable de la diffusion des images, et il ne lui appartient pas de mener une enquête. Par voie de conséquence, la famille du défunt, si elle le souhaite, peut éventuellement lancer une procédure à l'encontre de la préfecture de police de Paris pour la diffusion des images sans leur consentement.

Dans cette affaire, la police municipale a respecté intégralement et scrupuleusement le cadre législatif.

Dans les récents événements, la préfecture de police de Paris a annoncé l'installation de dizaines de caméras supplémentaires sur son territoire afin de garantir la sécurité des parisiens. En début de cette semaine, monsieur Philippe Galli, Préfet de Seine Saint-Denis a demandé à l'ensemble des maires disposant d'un système de vidéo-protection sur leur territoire de prolonger au maximum légal (30 jours) le délai de conservation des images au sein des CSU.

Le comité d'éthique a été créé au conseil municipal du 26 juin 2013, constitué d'élus et de personnes qualifiées. Il permet de renforcer la transparence du dispositif et le contrôle sur le fonctionnement du système. Il s'est réuni 3 fois depuis sa création dont 2 fois depuis mai 2014. Il était prévu de réunir le comité d'éthique fin novembre/début décembre 2015, mais compte tenu de la période de réserve électorale cette convocation est reportée.

Le premier travail du comité d'éthique a été de rédiger une Charte éthique de la vidéo-protection. Un important travail a été fait avec l'ensemble des membres pendant un an, nécessitant plusieurs échanges, pour aboutir à une Charte de qualité, précise et complète qui permet de garantir le respect des libertés publiques et individuelles. Cette Charte est aujourd'hui finalisée et sera mise à disposition des Noiséens sur le site Internet de la ville et au poste de police municipale avant la fin de l'année.

Dans le cadre de ses réunions, le Comité d'éthique a également été informé de l'avancée de certains projets relatifs à la vidéo-protection (raccordement du dispositif de vidéo-protection au PVPP, projet de mise en place de la vidéo-verbalisation).

A ce jour, le comité d'éthique a été saisi une seule fois par un citoyen, la demande a été traitée et un courrier de réponse a été envoyé.

Le coût du système de 48 caméras, plus 6 caméras ajoutés dans les équipements publics et déport des images vers le commissariat s'élève à 1 990 000€ TTC. Ce dispositif a été financé par le FIPD 2013.

Le coût de l'AMO est de 91 486,21 €, depuis le début du projet, étude de faisabilité comprise, étude pour laquelle la ville a reçu une subvention du FIPD de 12 500 €, à ajouter à la subvention précédente.

Dans le cadre du PVPP (Plan de Vidéoprotection Pour Paris), la ville a souhaité procéder à l'interconnexion de son système par la mise en place d'une liaison vers la Direction Territoriale de la Sécurité de Proximité de Seine-Saint-Denis (DTSP) reliée au Plan de Vidéo Protection pour Paris. Ce raccordement à la DTSP 93 est financé par le FIPD à hauteur de 100% (soit 128 620 €).

Quant aux actions de terrain et à la présence humaine, permettez moi de vous dire qu'en matière de sécurité, en matière de jeunesse, en matière d'animateurs, en matière scolaire, en matière sportive, la Ville de Noisy n'a pas à rougir de ses nombreux effectifs présents au quotidien dans les rues de la Ville. »

QUESTION ORALE DU GROUPE SOCIALISTE ET CITOYEN – RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le Maire,

L'article R 2121-10 du code général des collectivités territoriales impose aux communes de plus de 3 500 habitants la publication d'un recueil des actes administratifs ayant une périodicité au moins trimestrielle.

Or, depuis 2011, la ville de Noisy-le-Sec, sous votre mandature, a décidé de se dispenser de cette publication obligatoire pour l'information du public.

Elle n'a pas été remplacée par une publication sur le site internet dont l'obsolescence apparaît chaque jour davantage compte tenu de sa vétusté – 10 ans ! Autant dire une éternité à notre époque numérique. Mais, comme il fait partie de l'héritage politique maternel, je comprends votre attachement.

Plus sérieusement, quand pensez-vous doter une ville de plus de 40 000 habitants d'un site digne de ce nom et respecter les obligations légales de publication des actes administratifs de la commune ? »

Réponse de Monsieur le Maire :

« Monsieur

Depuis le conseil municipal du 27 mai 2010, les comptes rendus des séances sont publiés sur le site internet de la ville dans la rubrique « Conseil municipal ».

Outre les délibérations adoptées, ces comptes-rendus comprennent l'ensemble du déroulé de la séance, les levées de décisions, les notices explicatives liées aux délibérations, les vœux et les questions orales.

En conséquence, les usagers ont d'ores et déjà accès aux délibérations adoptées par le conseil municipal depuis mai 2010. Par ailleurs, les délibérations sont systématiquement affichées dans le hall de mairie à l'issue de chaque conseil municipal pour une durée d'un mois minimum.

Par ailleurs, nous aurons un nouveau site Internet plus performant pour lequel un budget sera voté au Budget Primitif 2016. Dans le cadre de la refonte du site internet de la ville, il est envisagé de créer une rubrique qui facilitera la recherche des actes administratifs en les classant non pas selon le conseil municipal au cours duquel ils ont été adoptés mais par année.

Les Noiséens, qui ont déjà accès aux actes pris par la Mairie, verront leurs recherches facilitées. »

QUESTION ORALE DU GROUPE SOCIALISTE ET CITOYEN – VEHICULE

Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le Maire,

L'article L 2123-18-1-1 du code général des collectivités territoriales dispose : « Selon des conditions fixées par une délibération annuelle, le conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie.

Tout autre avantage en nature fait l'objet d'une délibération nominative, qui en précise les modalités d'usage. »

Or, depuis le 11 octobre 2013, date d'entrée en vigueur de ces dispositions, la ville de Noisy-le-Sec, sous votre mandature, a décidé de se dispenser de les appliquer, alors que plusieurs véhicules sont utilisés dans les conditions prévues par l'article précité.

Pouvez-vous nous indiquer quand sera présentée au conseil la délibération fixant les modalités d'utilisation des véhicules mis à disposition d'élus et d'agents ? »

Réponse de Monsieur le Maire :

« Monsieur le Conseiller Municipal,

L'article 34 de la Loi du 11 Octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique crée une nouvelle disposition du Code Général des Collectivités Territoriales, qui énonce que «selon des conditions fixées par une délibération annuelle, [l'assemblée délibérante] peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la collectivité] lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie. »

De fait, cet article ne fait qu'annualiser l'obligation qui existait déjà de prendre une délibération pour accorder l'utilisation d'un véhicule de fonction, dont la liste limitative des bénéficiaires est d'ailleurs toujours définie par la loi du 28 Novembre 1990.

A Noisy-le-Sec, la Ville ne dispose à ce jour d'aucun véhicule de fonction (depuis le départ de notre précédent Directeur Général des Services), mais uniquement d'une flotte de véhicules de service, dont une part est également concernée, sur décision de l'autorité territoriale, par des autorisations de remisage à domicile motivée par des obligations de service.

Plus concrètement, la flotte de véhicule de la Ville s'élève à ce jour à 136 unités, dont 32 font l'objet d'une autorisation de remisage à domicile.

Ces autorisations de remisage à domicile excluent bien entendu toute utilisation à des fins privatives des véhicules. Elles ne constituent donc pas à ce jour une mise à disposition faisant l'objet à titre accessoire d'une utilisation privative financièrement évaluable.

En conséquence, la gestion des véhicules de service de la Ville n'entre pas dans le champ d'application de la Loi du 11 Octobre 2013. »

QUESTION ORALE DU GROUPE SOCIALISTE ET CITOYEN – PANNEAUX SAEM (Affichage sur la tour du 1 rue Paul Vaillant Couturier)

Rapporteur : Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le Maire,

Début octobre deux panneaux ont été apposés sur la tour du 1 rue P. Vaillant Couturier exprimant l'opposition prétendue des Noiséens au tracé du T1 et leur préférence supposée pour un passage dans la grande plaine de l'Ouest.

Le jour de la pose de ces deux panneaux, le directeur et le responsable technique de la SEM ont été vus donnant leurs directives à un ouvrier fixant les panneaux depuis un camion-nacelle.

Les Noiséens comme le conseil municipal, sont curieux de savoir qui a donné l'ordre de commander et faire poser ces panneaux sur une tour de la SEM.

Est-ce le conseil d'administration ? Est-ce le PDG ou le directeur ? Qui paie ? La ville ou la SEM ? Si comme cela est vraisemblable, le donneur d'ordre est la SEM, sur quelle rubrique ces dépenses de propagande seront-elles imputées ? Sur les charges des locataires

Je vous remercie de la précision de vos réponses. »

Réponse de Monsieur le Maire :

« Monsieur,

Comme a pu vous le rappeler cet été la direction des libertés publiques et des affaires juridiques du Ministère de l'Intérieur, dans le cadre de votre tentative éconduite de procédure administrative contre une délibération du Conseil municipal de la Ville, je cite :

« Les Sociétés d'Economies Mixtes n'ont pas vocation à constituer le lieu privilégié du débat démocratique interne de la collectivité. »

Par parallélisme des formes, votre question intéressant uniquement la société d'économie mixte Noisy-le-Sec Habitat, cette dernière n'a pas vocation à être l'objet d'une question orale dans le cadre du Conseil municipal de la Ville. Hors compétence de cette assemblée, elle ne sera donc pas examinée. »

La séance est levée à 23:40.

Le Secrétaire de séance	Le Président de séance
M. Marcel SOLIGNY	M. Laurent RIVOIRE 